

PR



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION DE  
L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

Bureau de  
l'Environnement

Affaire suivie par Mme FAUVEL  
☎ 03.87.34.85.30

**ARRETE**

N° 2004-AG/2- 57  
en date du 24 FEV. 2004

prescrivant à la Société E.D.F. des prescriptions complémentaires pour la création d'une aire d'entreposage de cendres volantes sur la commune de La Maxe.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le Code de l'Environnement - livre V titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions susvisées et notamment son article 18 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1619/2 du 24 mai 1971 modifié et complété autorisant Electricité de France à installer et à exploiter une centrale thermique de production d'électricité sur le territoire des communes de La Maxe, Woippy, Argancy et Malroy ;

Vu le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 17 décembre 2003 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 22 janvier 2004 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

**ARRETE :**

**Article 1er :**

Le présent arrêté prescrit des mesures complémentaires à celles de l'arrêté préfectoral n°1619-2 du 24 mai 1971 autorisant E.D.F. à exploiter une installation de combustion sur le territoire des communes de LA MAXE et WOIPPY.

## **Article 2**

Les cendres volantes produites par la combustion du charbon dans les installations de combustion du Centre de Production Thermique seront stockées en vue de leur valorisation, soit :

- sous forme de cendres sèches dans des silos dédiés ;
- sous forme de cendres humidifiées sur une aire de stockage située sur le site du C.P.T.

## **Article 3**

E.D.F. fournira à l'Inspection des Installations Classées une étude sur les possibilités de valorisation des cendres stockées sur le parc à cendres situé sur la commune de WOIPPY autorisé par l'arrêté préfectoral n°1619-2 du 24 mai 1971.

Cette étude sera remise à l'Inspection des Installations Classées sous un délai de deux mois.

## **Article 4**      **Stockage des cendres humidifiées**

### **Article 4.1**    **Caractéristiques de l'aire**

L'aire sera dimensionnée, équipée et exploitée pour que les cendres volantes soient stockées dans des conditions évitant tout risque de pollution des sols, de l'eau, de l'air.

En particulier, l'aire sera bétonnée et entourée d'un mur d'une hauteur minimale de 2 mètres.

Le sol de l'aire sera réalisé de manière à ce que les eaux de ruissellement puissent être recueillies.

Des rampes d'aspersion en nombre suffisant seront installées et utilisées pour éviter les envois de cendres volantes.

### **4.2**    **Quantité de cendres stockées**

La quantité de cendres stockées n'excèdera pas 20 000 tonnes et la hauteur de stockage n'excèdera pas 5 mètres.

### **4.3**    **Durée de stockage**

Les cendres stockées ne devront pas séjourner plus de six mois ; à cet effet, l'exploitant tiendra un registre sur lequel sont mentionnées :

- la quantité journalière de cendres admises ;
- la quantité journalière de cendres évacuées par mode de valorisation.

Un récapitulatif trimestriel de la quantité de cendres stockées et valorisées par mode de valorisation sera adressé à l'Inspection des Installations Classées.

#### 4.4 Gestion des effluents aqueux

Les eaux de ruissellement de l'aire de stockage des cendres seront canalisées vers une fosse de décantation étanche de 300 m<sup>3</sup>.

Les eaux décantées seront pompées et dirigées prioritairement pour l'alimentation des rampes d'aspersion des cendres. Le surplus d'effluents recueillis sera canalisé vers la fosse de neutralisation des effluents de régénération.

Les eaux de lavage des dépoussiéreurs, du dépotage des cendres et des silos à cendres seront réorientées vers la fosse de décantation dès que l'évacuation hydraulique des cendres vers le parc à cendres sera abandonnée.

#### 4.5 Qualité des rejets aqueux

Les eaux issues de la fosse de décantation devront respecter les caractéristiques suivantes :

- sulfates < 500 mg/l ;
- chlorures < 500 mg/l ;
- DCO < 150 mg/l ;
- MEST < 100 mg/l ;
- hydrocarbures < 5 mg/l.

#### 4.6 Prévention de la pollution de l'air

Les silos de récupération des cendres situés sur chaque tranche seront équipés de vis humidificatrices. Le chargement des cendres humidifiées se fera par camion benne bâché.

Le déchargement des cendres sur l'aire d'entreposage et leur rechargement pour l'expédition seront effectués de manière à limiter les envols.

Les abords de l'aire de stockage seront régulièrement nettoyés et maintenus propres.

Le stockage des cendres sera arrosé régulièrement afin d'éviter les envols ; des rondes journalières seront effectuées pour évaluer le risque d'envol et procéder si besoin à l'arrosage.

#### 4.7 Surveillances et contrôles

##### 4.7.1 Eaux souterraines

L'exploitant assurera le suivi de la qualité des eaux souterraines au droit de l'aire de stockage des cendres (un point à l'amont hydraulique, deux points à l'aval hydraulique).

Un contrôle de la qualité des eaux souterraines au niveau de ces points sera réalisé selon les fréquences et les paramètres associés figurant dans le tableau ci-dessous:

Fréquence	Paramètres
-----------	------------

Avant mise en service de l'aire de stockage	pH, chlorures, sulfates, hydrocarbures totaux, As, Cd, Cr, Cu, Hg, Mn, Ni, Pb, Se, V, Zn.
Mensuelle	pH, chlorures, sulfates.
Semestrielle	Hydrocarbures totaux, As, Cd, Cr, Cu, Hg, Mn, Ni, Pb, Se, V, Zn.

#### 4.7.2 Eaux superficielles

L'exploitant assurera un contrôle semestriel de la qualité des eaux issues du séparateur- décanteur; les paramètres à analyser sont ceux visés à l'article 4.7.1 ci-avant ainsi que la conductivité, la DCO, les MEST et le débit.

#### 4.7.3 Transmission des résultats

Les résultats des contrôles visés aux articles 4.7.1 et 4.7.2 seront transmis par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées dans les deux mois qui suivent le prélèvement. L'exploitant présentera les résultats en concentration et en flux et les commentera notamment au regard des dispositions de l'article 4.5.

#### Article 5 :

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1. du titre I du livre V du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

#### Article 6 - Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

- 1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de La MAXE et pourra y être consultée par tout intéressé ;
- 2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

- 3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

#### Article 7 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente décision afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

#### Article 8 - Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,  
La Sous-Préfète de Metz Campagne,  
le Maire de La Maxe,  
les Inspecteurs des Installations Classées,  
et tous agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le 24 FEV. 2004

LE PREFET,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

Marc-André GANIBENQ

